

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 Lille

Lille, le 18/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ENSOVO**

52 rue d'Amsterdam  
59200 Tourcoing

Références : -  
Code AIOT : 0007001877

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/03/2026 dans l'établissement ENSOVO implanté 52 rue d'Amsterdam 59200 Tourcoing. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'ancien exploitant CONDI-SERVICES a été mis en demeure par arrêté préfectoral du 9 juin 2020 au titre de la sécurité incendie et a fait l'objet d'une visite d'inspection le 3 avril 2023 pour la régularisation du site. Le constat de cette inspection indique que l'exploitant a engagé plusieurs actions visant à la mise en conformité du site mais qu'il convient que celui-ci finalise les actions en cours, l'ensemble devant être présenté dans un porter à connaissance unique comportant l'ensemble des évolutions apportées et justificatifs utiles. En effet, l'exploitant a déposé un porter à connaissance en 2019, complété à deux reprises en mars 2022 et en décembre 2022. Afin de disposer d'un document unique intégrant l'ensemble des éléments techniques soulevés, il a été demandé à ce que l'exploitant produise un document intégrant l'ensemble des points actualisés pour une bonne compréhension.

Pour rappel, le dernier porter à connaissance de 2022 mentionne :

- la réduction de surface des cellules par des murs coupe feu, car l'installation de sprinklage ne respectait pas les règles R1 de la norme APSAD et n'était pas opérationnelle. L'exploitant ne souhaitait pas effectuer la mise à niveau et la remise en route du sprinkler pour des raisons économiques ;
- l'arrêt de plusieurs chaudières ;
- la mise à jour de la situation administrative du site.

L'exploitant ENSOVO a repris l'activité du site par donner acte préfectoral du 9 octobre 2024.

La visite d'inspection porte sur l'état des lieux du site au titre de la sécurité incendie et la demande de dépôt d'un porter à connaissance unique.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ENSOVO
- 52 rue d'Amsterdam 59200 Tourcoing
- Code AIOT : 0007001877
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ENSOVO exploite un entrepôt logistique sur la zone industrielle « Les Francs ». Le récépissé de déclaration de reprise d'exploitation a été délivré le 9 octobre 2024.

L'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 octobre 1995, complété par l'arrêté préfectoral du 14 juin 2010, délivrés à la BLANCHE PORTE, encadrent l'activité du site.

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Dispositions applicables	Arrêté Préfectoral du 27/10/1995, article 19.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
2	Collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 27/10/1995, article 5.2	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 27/10/1995, article 15.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 27/10/1995, article 15.2.8	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 27/10/1995, article 15.4.4	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Prescriptions générales	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Prescriptions générales	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 27/10/1995, article 14.3.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence des non-conformités relatives à la prévention et à la protection incendie. Elle propose à M. le Préfet du Nord, d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 juin 2020 au nom de la société CONDI-SERVICES et propose une mise en demeure au nom d'ENSOVO sur les non-conformités constatées.

L'exploitant doit également transmettre les justificatifs relatifs aux actions correctives demandées par l'Inspection.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dispositions applicables

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/1995, article 19.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Modifications
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute modification apportée au mode d'exploitation, à l'implantation du site ou d'une manière générale à l'organisation doit être portée à la connaissance : - du préfet[...]
<b>Constats :</b>  Les précédents porter-à-connaissance n'ont pas été mis à jour suite aux constats de l'inspection du 3 avril 2023.  L'Inspection attire l'attention sur le fait que la situation administrative du site doit être mise à jour, eu égard aux évolutions réglementaires des rubriques ICPE mais aussi aux modifications

<p>apportées sur le site comme la dénomination des cellules, et de leurs surfaces, suite à l'installation des murs coupe-feu mais aussi une mise à jour des installations de combustion. En effet, l'Inspection a constaté la présence d'une seule chaudière en lieu et place des trois mentionnées dans l'arrêté préfectoral du 27 octobre 1995.</p> <p>L'Inspection demande également la mise à jour concernant les groupes motopompes mis à l'arrêt et la mise en sécurité des cuves de fuel associées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 2 : Collecte des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/1995, article 5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bassin de confinement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, doit être recueilli dans un ou plusieurs bassins de confinement ou tout autre système présentant des garanties équivalentes. Le volume minimal de rétention est de 2500 m<sup>3</sup>.</p> <p>Les eaux doivent s'écouler dans ce bassin par gravité ou par un dispositif de pompage à l'efficacité démontrée en cas d'accident.</p> <p>Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Des murs coupe feu ont été installés afin de réduire la surface des cellules par l'ancien exploitant. Les calculs actualisés D9 et D9A ont été communiqués dans le complément au PAC version 2 de décembre 2022. Les besoins en eau d'extinction sont estimés à 360 m<sup>3</sup>/h et les besoins de rétention à 890 m<sup>3</sup> (contre 2500 m<sup>3</sup> inscrit dans l'article 5.2 de l'arrêté préfectoral). La rétention serait assurée via un bassin de confinement de 800 m<sup>3</sup> et des réseaux surdimensionnés des eaux.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier le volume du bassin présent sur site hormis que celui-ci a été installé suite à son arrivée fin 2023, par le propriétaire.</p> <p>L'Inspection a constaté la présence dudit bassin mais aucune signalétique n'est présente pour indiquer le volume de celui-ci.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit justifier des besoins en confinement des eaux d'extinction incendie et indiquer comment est assurée la capacité de confinement des eaux d'extinction.</p> <p>L'exploitant s'assure que ces informations soient bien consignées dans le porter à connaissance à transmettre.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

**N° 3 : Installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/10/1995, article 14.3.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Sûreté du matériel électrique

**Prescription contrôlée :**

L'établissement est soumis aux dispositions de l'arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion.

Le matériel électrique doit être conforme aux normes françaises (NFC 15100 et 13200 notamment).

L'exploitant doit être en mesure de justifier le type de matériel électrique utilisé dans chacun des différents secteurs de l'usine.

A proximité d'au moins une issue est installé un interrupteur général, bien signalé, permettant de couper l'alimentation.

**Constats :**

L'exploitant a transmis le rapport de vérification périodique des installations électrique Q18 du 26 février 2025 et du rapport de vérification des installations électriques par thermographie infrarouge Q19 du 19 février 2025. Le rapport du 26 février 2025 mentionne l'application du Décret n°2010-1016 et n°2010-1017 du 30 août 2010 Norme NFC 15-100.

L'Inspection a constaté que les armoires électriques sont dépourvues de poussières pouvant provoquer un danger.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Dispositions constructives**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/10/1995, article 15.2.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Toiture – Désenfumage

**Prescription contrôlée :**

[...] La toiture comporte au moins sur 2% de sa surface des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur). Sont intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est calculée en fonction d'une part de la nature des produits, matières ou substances entreposées et, d'autre part, des dimensions de l'entrepôt : elle ne sera pas inférieure à 1% de la surface totale de la toiture.

La commande manuelle des exutoires de fumée et de chaleur doit être facilement accessible depuis les issues de secours [...]

**Constats :**

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la surface des éléments permettant l'évacuation des fumées présents en toiture, ni la surface des éléments relatifs aux exutoires de fumées sur le site.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant justifie les éléments de désenfumage de son établissement (éléments permettant l'évacuation des fumées <b>et</b> exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle) sont conformes à la réglementation. Il précise le nombre de commande de désenfumage associé.</p> <p>L'exploitant s'assure que ces informations sont consignées dans le porter à connaissance à transmettre.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 5 : Dispositions constructives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/1995, article 15.2.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sorties, dégagements
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des issues pour les personnes sont prévues eu nombre suffisant pour que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 40m de l'extérieur, compte tenu des aménagements intérieurs. Cette distance est ramenée à 25m dans les parties en cul-de-sac. Chaque cellule comporte, dans deux directions opposées, deux issues vers l'extérieur. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les issues pour les personnes sont prévues en nombre suffisant et que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 40 m de l'extérieur, compte tenu des aménagements intérieurs.</p> <p>Par échantillonnage, l'Inspection a constaté que les issues de secours sont dépourvues d'obstacles empêchant l'évacuation et que celles-ci s'ouvrent correctement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant justifie que les issues de secours et des distances d'évacuation en tout point de l'entrepôt sont assurées.</p> <p>L'exploitant s'assure que ces informations soient consignées dans le porter à connaissance à transmettre.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 6 : Moyens de secours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/1995, article 15.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Besoins en eau

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]Pour l'intervention des secours extérieurs, l'exploitant dispose de quatre poteaux d'incendie de 100mm de diamètre judicieusement répartis autour du site. [...]</p> <p>Le réseau d'alimentation doit fournir le débit nécessaire pour alimenter simultanément les 4 hydrants à concurrence de 60m<sup>3</sup>/h (total de 240m<sup>3</sup>/h). [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le cadre des modifications réalisées au sein de l'établissement, faute de transmission de porter à connaissance, l'exploitant n'a pas justifié à l'aide d'un nouveau calcul, des besoins en eau incendie de son établissement modifié.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier les moyens présents sur le site pour répondre aux besoins d'extinctions contre l'incendie et plus particulièrement le nombre et le débit des poteaux incendie relevé individuellement mais également en simultané.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant justifie les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les besoins en eau d'extinction par le document technique D9 dans le cadre du porter à connaissance ;</li> <li>- les modalités retenues pour obtenir le volume nécessaire (notamment : le nombre de poteaux incendie présents sur site avec leur débit individuel et simultané), les réserves en eau éventuelles, etc.</li> </ul> <p>L'exploitant s'assure que ces informations sont indiquées dans le porter à connaissance à transmettre.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

#### N° 7 : Prescriptions générales

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 12</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection automatique d'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des</p>



cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.[...]
<b>Constats :</b>  Le système de détection incendie est en œuvre. Le rapport de la visite de vérification du SSI du 18 novembre 2025 (7073V22025Ensovo) mentionne que l'audibilité peut être faible à certains endroits des cellules, phénomène causé par les palettes de carton qui atténuent le son des diffuseurs sonores. L'exploitant n'a pas pu justifier de la présence d'un système de détection dédié et adapté à la mezzanine.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant justifie de la bonne audibilité du système incendie en tout point des cellules et que la mezzanine présente comprend bien un système de détection dédié.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 8 : Prescriptions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage.
<b>Constats :</b>  L'attestation de vérification annuelle des extincteurs du 30 octobre 2025 mentionne que les extincteurs 1, 12 18 et 46 sont à remplacer. Le rapport des RIA du 24 janvier 2025 indique que ceux-ci sont en bon état. Le rapport de la visite de vérification du SSI du 18 novembre 2025 (7073V22025Ensovo) indique que la porte coupe-feu entre les cellules 3 et 4 a un problème mécanique et ne se ferme pas. Le rapport de vérification de désenfumage du 12 novembre 2025 indique que tout est conforme. Le rapport de vérification électrique Q18 du 26 février 2025 indique que les installations sont conformes.  Le registre de sécurité a été présenté à l'Inspection indiquant que ces visites sont consignées dessus. Post inspection, l'exploitant a transmis un justificatif du 3 mars 2026, de la société SMF Services, pour la réparation de la porte coupe feu.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant justifie du remplacement des extincteurs et informe l'Inspection des IC.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois